



Haoues Seniguer, politiste et spécialiste de l'islam : « Grenoble est un bon laboratoire à ciel ouvert des tendances nationales »

Manuel Pavard

🕒 19 juillet 2023



ENTRETIEN – Haoues Seniguer, maître de conférences en science politique à **Science Po Lyon**, chercheur au **laboratoire Triangle** et spécialiste des rapports entre islam et politique, a publié, en septembre 2022, *La République autoritaire : islam de France et illusion républicaine (2015-2022)*, **aux éditions Le Bord de l'eau**. Dans ce livre, il analyse « *la suspicion* » et « *la répression* » visant, selon lui, les musulmans engagés ou visibles. L'occasion pour **le politiste** d'évoquer le cas grenoblois, un an

après la polémique sur le burkini. Mais aussi de contester le lien établi par certains observateurs entre l'islam, l'immigration et les émeutes de fin juin 2023.

Certaines personnalités politiques, à l'instar du sénateur LR Bruno Retailleau, ont fait un lien entre les émeutes et l'immigration, en particulier d'origine maghrébine... et donc avec l'islam. Que leur répondez-vous ?

Haoues Seniguer - Certaines personnes à droite et à l'extrême droite ont établi un lien : « quartiers populaires » égale « terre d'immigration », égale « islam », égale « émeutes ». C'est une approche culturaliste et raciste ! Déjà, je rappelle que les habitants des quartiers populaires, souvent d'origine immigrée, n'ont pas forcément choisi d'y habiter. Ensuite, ça revient à isoler la variable culturelle dans la commission d'actes répréhensibles.



Le dernier livre d'Haoues Seniguer, « La République autoritaire : islam de France et illusion républicaine (2015–2022) », est paru en septembre 2022 aux éditions Le Bord de l'eau. DR

Mais quels éléments objectivables permettraient d'attribuer ces violences à une culture ? C'est impossible de prouver que celle-ci est l'explication du phénomène émeutier. Il faudrait démontrer que les personnes qui agissent dans les émeutes le font au nom de cette culture. Or, je n'ai pas vu d'images de drapeaux français brûlés ou de slogans anti-français. On parle de vols, de pillages et de casse pour la casse.

Comment ont réagi les autorités musulmanes à ces émeutes et à la mort de Nahel ?

Haoues Seniguer - Les représentants de l'islam de France ont pris la parole, à l'image de Mohammed Moussaoui, président du Conseil français du culte musulman (CFCM), qui a publié un communiqué mettant en avant son statut de citoyen responsable. Comme lui, la plupart des imams et responsables musulmans dénoncent les violences, la casse, la **destruction de bâtiments publics**, tout en comprenant l'indignation des jeunes victimes de contrôles policiers.



Des émeutes ont éclaté partout en France après la mort de Nahel, notamment à Grenoble où de nombreux magasins du centre-ville ont été pillés et vandalisés le soir du 30 juin 2023. © Joël Kermabon – Place Gre'net

Cette attitude citoyenne est largement partagée. Ils ne veulent pas éluder les raisons profondes de cette colère mais sans pour autant justifier les émeutes, que tous condamnent. D'autre part, beaucoup tiennent à souligner un point : il y a fort à parier que ces jeunes émeutiers ne vont jamais dans les mosquées.

Dans votre livre, vous voyez dans ce lien entre quartiers, immigrés et islam une « approche raciste ». Pourquoi ?

Haoues Seniguer - Oui, cela dit autre chose : certains observateurs, politiques ou journalistes considèrent les habitants des quartiers populaires dans une forme d'extranéité¹, pour ne pas avoir à assumer une co-responsabilité, de nature politique en l'occurrence, dans ce qui arrive. En fait, ceux qui se gargarisent de République sont ceux qui la respectent le moins. Car la République française ne fait – du moins en théorie – pas de distinction selon les origines ou la couleur de peau.

« On a l'impression qu'un crime commis est toujours plus grave quand la personne est d'origine étrangère. On ne juge plus l'acte en tant que tel, l'origine devient un facteur aggravant. »

Si la victime du tir policier n'avait pas été d'origine maghrébine, le geste du policier aurait-il été considéré comme plus grave ? De même, on a l'impression qu'un crime commis est toujours plus grave quand la personne est d'origine étrangère. On ne juge plus l'acte en tant que tel, l'origine devient un facteur aggravant. On fait le tri entre les Français.

Exemple avec l'attaque d'Annecy : un certain nombre de gens ont supposé que l'assaillant était musulman. Quand on a su que c'était un chrétien syrien, ils se sont tus, à l'instar d'Éric Ciotti, ou ont ressorti un discours complotiste disant qu'il était faussement chrétien.

Vous faites aussi du burkini un cas symptomatique de cette « logique du soupçon » ciblant les musulmans. Un an après le vote du conseil municipal de Grenoble et la bataille juridique ayant suivi, quel bilan tirez-vous ?

Haoues Seniguer - En réalité, hormis à Grenoble, ce n'était pas une question centrale pour les militants associatifs – musulmans ou non – au niveau national. Mais il y a une sorte de réflexe pavlovien : quand un signe vestimentaire est associé à l'islam, cela suscite immédiatement de la tension et ça mobilise davantage les politiques. On l'a très bien vu à Grenoble. D'où un jeu de surenchère assez paradoxal car l'attention médiatique est inversement proportionnelle à la mobilisation, qui a été restreinte spatialement et associativement. La preuve, un an après, on n'en parle presque plus.

À Grenoble, les acteurs politiques locaux ont joué des partitions différentes. Pour Éric Piolle, c'était d'abord, je crois, une fidélité à l'identité de son parti, qui se veut accueillant et en empathie avec les différentes formes d'expressions identitaires (au sens neutre du terme), qu'elles soient culturelles, religieuses, sexuelles... C'est l'ADN d'EELV. Et puis, il avait sans doute aussi des visées politiques bien comprises puisqu'il cherche à élargir les segments de ses électeurs potentiels – ce n'est pas une critique de ma part, mais le propre de tout acteur politique.



Le nouveau règlement intérieur des piscines municipales de Grenoble, autorisant le port du burkini, avait été adopté par un conseil municipal extrêmement divisé, le 16 mai 2022. © Joël Kermabon – Place Grènet



Du côté **des autres bords politiques**, j'y ai vu une tentative d'exploitation et d'instrumentalisation contre Éric Piolle. Pour ses opposants, **le message du maire** favorable à l'autorisation du burkini (ce qui était un peu plus compliqué que ça) faisait en effet **le jeu de l'islamisme**. Les politiques sont conscients des polémiques nationales et ne se privent pas d'exploiter à tous crins le sujet de l'islam pour en faire un outil de déstabilisation politicien.

N'est-ce pourtant pas au nom de l'islam que ces femmes veulent porter le burkini et imposer son autorisation dans les piscines ?

Haoues Seniguer - La question ne peut pas être posée en ces termes. Effectivement, ce sont bien des musulmanes – mais pas forcément – qui portent le burkini. Néanmoins, elles ne le font pas au nom de l'islam : il peut y avoir une question de rapport général au corps et à la façon d'apparaître en public.

Les musulmanes qui font ce choix savent pertinemment que ce n'est pas arrimé aux textes de l'islam, silencieux là-dessus, et que ça ne relève donc ni d'injonctions textuelles ni même d'un magistère religieux masculin. D'ailleurs, il n'existe pas de vêtements islamiques à proprement parler mais plutôt une éthique de la pudeur que l'on retrouve dans d'autres traditions religieuses ou philosophiques.

« Ces filles étaient prises en étau entre les politiques associant le burkini à l'islamisme et au terrorisme, et un néo-patriarcat musulman également hostile au burkini (...) et qui, de plus, leur reprochait de militer avec des personnes LGBT. »

Vous réfutez donc tout lien idéologique entre le combat pour le droit de porter le burkini et l'islamisme ?

Haoues Seniguer - Tout à fait. Je vais d'ailleurs vous raconter un entretien riche en enseignements. J'ai rencontré, il y a deux ou trois mois, à Grenoble, deux filles qui ont fait partie un temps d'**Alliance citoyenne**, avant de s'en émanciper (pour des raisons qu'il serait trop long d'expliquer ici). Elles ont **soutenu le combat des filles portant le burkini** mais sans le porter elles-mêmes, au nom de la liberté individuelle et d'une **démarche philosophique inclusive**.

Pour elles, en effet, ce n'était pas seulement une question religieuse, mais un enjeu de liberté. Elles militaient ainsi également aux côtés de celles et ceux qui revendiquaient leur droit d'être homosexuel, pour défendre leurs droits, contre les discriminations.



Pour Haoues Seniguer, le port du burkini n'a rien à avoir avec l'islamisme, ce vêtement n'étant pas accepté par les leaders fréristes comme par la grande majorité des prédicateurs musulmans. © Séverine Cattiaux – Place Gre'net

Ça m'a beaucoup intéressé car ces filles étaient coincées entre deux bords, victimes d'une double violence symbolique. Elles étaient prises en étau : d'un côté, les élus et politiques **associent le burkini à l'islamisme et au terrorisme** ; de l'autre, un néo-patriarcat musulman, c'est-à-dire surtout des hommes, relayés par des femmes, **également hostiles au burkini** – ce vêtement renvoyant, selon eux, à quelque chose de proscrit par l'islam – et qui, de plus, leur reprochaient de militer avec des personnes LGBT.

Pourtant, cet aspect-là a été complètement occulté dans le débat public. De ce point de vue, Grenoble est un bon laboratoire à ciel ouvert des tendances nationales.

Sur ce point, vous vous opposez donc à l'ouvrage de Florence Bergeaud-Blackler, *Le Frérisme et ses réseaux, l'enquête*, qui fait polémique actuellement, en donnant notamment une définition très large de la mouvance ?

Haoues Seniguer - Sa thèse est très discutable et assise sur un protocole de recherche inexistant. Elle intègre les pro-burkini au **frérisme**², elle parle d'Alliance citoyenne, sans avoir enquêté dessus, évoque le cas grenoblois... Pourtant, quand on est attentif aux discours et pratiques des personnes défendant le port du burkini, celles-ci ne revendiquent pas de filiation ou n'adhèrent certainement pas aux thèses islamistes.

Ce n'est pas étonnant car les leaders fréristes n'approuvent pas le port du burkini qui, en tant que tel, est en rupture avec l'ordre conservateur qu'ils défendent. C'est un vêtement qui n'est pas accepté par l'immense majorité des prédicateurs musulmans, d'une part car il permet la cohabitation des hommes et des femmes dans les piscines et sur les plages, d'autre part en raison de sa forme moulante.

Le gros problème de ce livre, c'est qu'il fait du frérisme une sorte d'entité extensive à l'infini, donc **beaucoup de gens peuvent être assimilés à tort à ce courant...** Même des universitaires n'y échappent pas !



« Majoritairement, après la loi du 15 mars 2004 sur l'interdiction des signes religieux à l'école, il n'y a pas eu de dénonciation de la loi au sein de la communauté musulmane, mais plutôt une attitude légaliste. »

Il y aurait donc, selon vous, une criminalisation croissante de l'islam et des musulmans, pas seulement des djihadistes ?

Haoues Seniguer - Je préfère parler d'une politique du soupçon, qui s'est à la fois déplacée et aggravée. Déplacée car dans les années 1990 et 2000, en gros jusqu'aux **attentats du 11 septembre 2001**, la répression ciblait l'activisme politique des musulmans qui flirtaient avec le djihadisme. Aujourd'hui, elle ne vise plus seulement ces derniers mais aussi l'ensemble des acteurs musulmans tenant un discours politique critique, qui se mobilisent dans l'espace social, et qui se retrouvent assimilés à des activistes.



Haoues Seniguer reproche à une partie des politiques et des médias de lier le port du voile ou du burkini – et plus largement toute pratique visible de l’islam – à l’islamisme et même au djihadisme. © Séverine Cattiaux – Place Gr’net



Cette logique du soupçon s’est également aggravée car un lien est ouvertement fait entre la visibilité de la pratique de l’islam et cet activisme violent, de la part d’une partie de la classe politique comme de certains universitaires. On peut citer ainsi Gilles Kepel³ qui [reliait l’attentat de Nice, en 2016, au burkini](#).

Est-ce, d’après vous, le cas à Grenoble ?

Haoues Seniguer - Oui, j’ai un exemple à Grenoble. Une ex-militante d’Alliance citoyenne m’a raconté qu’elle était allée une fois chez l’ophtalmo, qui lui avait fait comprendre que son voile était gênant, avec des justifications bancales. En fait, ce sont les discours politiques des autorités qui rendent possibles ces remarques désobligeantes et cette stigmatisation, qui font de la laïcité un paravent à des pratiques discriminatoires.

Quand on fait [un lien entre le voile et l’islamisme](#), on autorise ce type d’attitude d’acteurs qui dévoient la laïcité. On ne parle souvent que des choses publicisées mais il y en a plein d’autres, les personnes ne portant pas forcément plainte et ne les rendant pas toujours publiques. Mais ce n’est pas pour ça que ces faits n’existent pas.

On évoque pourtant régulièrement de réelles pressions exercées par une frange des musulmans pour faire changer les règles de la société française et demander plus de passe-droits (dans les piscines, les écoles, le sport)... Ce qui semble spécifique à cette religion. N'y a-t-il pas là matière à s'inquiéter ?

Haoues Seniguer - Je ne nie pas le fait qu'il y ait des musulmans qui demandent des dérogations aux règles communes. Sont-ils les seuls ? Je ne méconnais pas cette donnée, loin de là. Mais on ne peut pas, au prétexte de cette réalité, en faire une généralité débordante. Et ce, surtout en l'absence d'éléments et de chiffres permettant d'en objectiver la portée.



Haoues Seniguer ne nie pas l'existence de pressions de la part d'une partie des musulmans pour obtenir des dérogations aux règles communes (comme le port du hijab dans le sport) mais estime qu'on ne peut pas en faire une généralité. © Joël Kermabon – Place Gre'net

Je vais vous donner un exemple. Majoritairement, après la [loi du 15 mars 2004](#) sur l'interdiction des signes religieux à l'école, il n'y a pas eu de dénonciation de la loi au sein de la communauté musulmane, mais plutôt une attitude légaliste. Même si certains la trouvent injuste, ce n'est pas pour ça qu'ils ne la respectent pas dans les faits.

[La controverse actuelle sur le port de l'abaya](#)⁴ est un cas typique de réactions et provocations n'ayant pas à voir avec les dynamiques profondes de l'islam de France. Le conservatisme, certes réel, d'une partie des musulmans pratiquants, ne se traduit pas par une volonté de violer la loi. Je rappelle en outre qu'il y a plus de femmes musulmanes qui ne portent pas le voile que de femmes qui le portent.

Pour en revenir à Grenoble, comment percevez-vous la récente proposition d'Éric Piolle de **remplacer les jours fériés religieux dans le calendrier par des fêtes laïques** ?

Haoues Seniguer - À mon avis, ce que veut Éric Piolle, c'est tendre vers plus d'inclusivité et désamorcer un rapport public malsain à l'islam. Ceci avec, paradoxalement, une proposition laïque qui, stratégiquement, reprend les poncifs des laïcistes faisant la chasse à la visibilité religieuse.



Selon Haoues Seniguer, les propos d'Eric Piolle, sur le burkini et sur les jours fériés laïcs, avaient certes des visées électoralistes et médiatiques mais répondaient avant tout à l'ADN d'EELV sur l'inclusivité et le respect des identités. © Manuel Pavard – Place Gre'net

Je pense qu'il a très mal vécu la polémique sur le burkini et veut donc montrer que ce qui l'intéresse, c'est une laïcité qui ne fasse plus de différences entre les cultes, en les mettant tous à équidistance du pouvoir temporel. L'idée du calendrier, en neutralisant tout point de vue religieux, est que chacun puisse se reconnaître dans les temps de la Cité.

En France, on assume l'héritage judéo-chrétien mais c'est souvent pour exclure le musulman. L'objectif d'Éric Piolle est ainsi de ne pas stigmatiser ceux qui n'appartiennent pas à cet héritage. Après, je n'éluide pas le fait qu'il s'agit là aussi d'un coup politique pour faire parler de lui et se singulariser, notamment au niveau national. Mais encore une fois, je ne dis pas ça de manière négative ou péjorative.

Vous dites, en introduction de votre livre, que vous êtes « progressivement devenu maghrébin et musulman, par et dans le regard des autres ». Qu'entendez-vous par là ?

Haoues Seniguer - Je suis issu d'un milieu modeste et d'une famille algérienne et musulmane. L'islam était avant tout un héritage, vécu pacifiquement, sans apparats. À l'école, je ne voyais pas vraiment la différence avec les autres, sinon sociale, et je n'éprouvais pas le besoin de dire que j'étais musulman.

Je m'en suis rendu compte progressivement, en confrontation avec le regard méfiant de l'environnement. Quand on vous renvoie systématiquement à vos origines, à un moment donné, il faut prendre ses responsabilités, surtout dans des périodes de grand péril. Plutôt qu'être un sujet passif, j'ai repris l'initiative et ai décidé d'être un sujet actif.





Haoues Seniguer explique dans son livre être « devenu progressivement maghrébin et musulman » face au regard des autres, alors qu'il ne revendiquait pas cette identité étant plus jeune. DR

Je suis tenant d'une vision libérale de l'islam, en ce sens que j'applique des choses que je n'imposerai jamais à autrui. Je suis respectueux de la polyphonie des visions du monde dès lors qu'elles n'entravent pas la liberté des autres. J'assume mon identité mais sans jamais m'interdire d'écrire quoi que ce soit.

Je ne néglige ainsi jamais les outils des sciences humaines et sociales qui me permettent d'être très clair : je critique des politiques publiques, mais je ne ménage pas mes coreligionnaires quand il y a des faits ou discours violents. Je le dis et l'analyse fermement, sans aucune ambiguïté. C'est aussi cela, la liberté.

PROPOS RECUEILLIS PAR MANUEL PAVARD



Auteur

Manuel Pavard

Tags : Alliance citoyenne | Burkini | émeutes | Eric Piolle |

Florence Bergeaud-Blacker | Haoues Seniguer | inclusivité | islam |

islamisme | islamophobie | laïcité | livre | Mort de Nahel | Musulmans |

Nahel | politiste | politologue | République | violences urbaines | voile

Laisser un commentaire

Connecté·e en tant que Manuel Pavard. Modifier votre profil. Se déconnecter ? Les champs obligatoires sont indiqués avec *

Commentaire *

Je souhaite rester informé(e) des articles publiés sur Place Gre'net via la newsletter hebdomadaire. Je pourrai me désinscrire à tout instant.